

Unité départementale du Val-d'Oise
Immeuble Jacques Lemercier
5 avenue de la Palette
95010 Cergy-Pontoise

Pontoise, le 24/12/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/11/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

OXFORD ST WITZ -M7 FRANCE

35 avenue Victor Hugo - B.P. 266
75116 Paris

Références : 2024 – UD95 - 0915
Code AIOT : 0006511309

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/11/2024 dans l'établissement OXFORD ST WITZ -M7 FRANCE implanté Rue de la Ferme St Ladre 95470 Saint-Witz. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- OXFORD ST WITZ -M7 FRANCE
- Rue de la Ferme St Ladre 95470 Saint-Witz
- Code AIOT : 0006511309
- Régime : Autorisation

La société Oxford St Witz exploite un entrepôt multilocataires soumis à Enregistrement.

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à

l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Etat des matières stockées	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.4	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
3	Installations de combustion	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 3.9	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
4	Contrôle des rejets atmosphériques	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.3	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Entretien des vannes d'isolement	Arrêté Préfectoral du 21/09/2006, article art 17.3	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
5	Etude de bruit	Arrêté Préfectoral du 21/09/2006, article 32	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
6	Conditions de stockage	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 9	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Certaines non-conformités relevées lors de l'inspection précédente sont toujours d'actualité. L'exploitant s'est réorganisé afin d'y apporter les réponses appropriées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Etat des matières stockées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.4
Thème(s) : Risques accidentels, sécurité incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Cet état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :</p> <p>1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.</p> <p>[...]</p> <p>Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.</p> <p>Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance ;</p> <p>2. répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.</p>

<p>L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté que la prescription n'est pas encore respectée. L'exploitant a fait part de ses difficultés à traiter cette demande du fait du départ de certains de ses collaborateurs. L'exploitant a expliqué avoir reformé une équipe de gestion. Compte tenu du départ du locataire principal, l'exploitant intégrera au bail du futur locataire l'obligation de réaliser un état des stocks ainsi que les procédures associées. Par courriel en date du 29/11/2024 l'exploitant a transmis un état des matières stockées par bâtiments et cellules, ainsi qu'une vue aérienne de l'installation. L'inspection a pu constater que les informations sur les stockages de la société Show Room ne sont toujours pas disponibles. La non-conformité relevée lors de l'inspection du 4/02/2022 est maintenue ;</p> <p>Non-conformité 1 : Contrairement à l'article 1.4 de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter à l'inspection des installations classées un état des matières stockées dans son entrepôt. L'exploitant devra transmettre un état des matières stockées conforme aux dispositions de l'article 1.4 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 24 septembre 2020.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 2 : Entretien des vannes d'isolement

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/09/2006, article art 17.3</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, isolement du site</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les réseaux de collecte des eaux pluviales de l'établissement sont équipés de vannes de sectionnement de façon à maintenir toute pollution accidentelle sur le site. Une vanne de sectionnement est installée en aval des bassins de rétention de ces eaux. Ces dispositifs: sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toutes circonstances localement. Leur entretien et leur mise en fonctionnement sont définis par des consignes.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté les peintures au sol qui ont été renouvelées ainsi que le rapport d'entretien des vannes en date du 3/09/2024. L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter les consignes à respecter par le personnel formé, faute de retour de ses locataires. L'inspection a rappelé le caractère impératif de ces consignes. Par courriel en date du 29/11/2024, l'exploitant a transmis les consignes et procédures relatives à l'utilisation des vannes martellières. Il est rappelé que cette consigne doit être diffusée et utilisée par les locataires afin qu'ils soient en mesure de la mettre en œuvre en cas de nécessité. L'inspection a alerté l'exploitant sur le fait que l'accès à ces vannes doit être laissé libre, notamment celle présente sur une place de parking VL.</p> <p>La non-conformité relevée lors de l'inspection du 4/02/2022 est levée.</p>

Type de suites proposées : Sans suite
--

N° 3 : Installations de combustion

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 3.9
Thème(s) : Risques chroniques, Combustion
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>3.9. Efficacité énergétique</p> <p>L'exploitant d'une chaudière mentionnée à l'article R. 224-21 du code de l'environnement fait réaliser un contrôle de l'efficacité énergétique conformément aux articles R. 224-20 à R. 224-41 du code de l'environnement ainsi qu'aux dispositions de l'arrêté du 2 octobre 2009 susvisé.</p> <p>Objet du contrôle :</p> <ul style="list-style-type: none"> - réalisation du contrôle périodique de l'efficacité énergétique selon l'arrêté du 2 octobre 2009 susvisé (respect du délai, réalisation par organisme agréé, présence du rapport et vérification du respect des dispositions relatives notamment aux rendements minimaux, à l'équipement, au livret de chaufferie et au bon état des installations destinées à la distribution de l'énergie thermique).
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant disposait d'un rapport en date du 21 juin 2021 qui n'a pas été transmis à l'inspection. Un nouveau contrôle de l'efficacité énergétique de la chaudière devait être réalisé en juin 2024. Lors de l'inspection, l'exploitant a déclaré qu'il réaliserait un nouveau contrôle d'ici la fin de l'année.</p> <p>Par courriel en date du 29/11/2024, l'exploitant a transmis le rapport du 21 juin 2021. Ce rapport mentionne notamment que :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les appareils de mesure et de contrôle sont non-satisfaisants • la tenue du livret de chaufferie est non conforme • les deux chaudières sont non-conformes à la réglementation en vigueur • des réglages des brûleurs des 2 chaudières sont préconisés • pour les 2 chaudières l'indicateur de température n'est pas présent • le rendement de la chaudière gauche n'est pas conforme <p>La non-conformité relevée lors de l'inspection du 4/02/2022 est maintenue.</p> <p>Non-conformité 2 : Contrairement à l'article 3.9 de l'arrêté ministériel du 3 août 2018, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter à l'inspection des installations classées le rapport de contrôle de l'efficacité énergétique de son installation thermique. L'exploitant devra transmettre un rapport de contrôle conforme aux dispositions de l'article 3.9 de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 ainsi que les justificatifs des mesures mises en œuvre pour lever les éventuelles réserves.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Contrôle des rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.3
Thème(s) : Risques chroniques, Air
Prescription contrôlée : 6.3. Mesure périodique de la pollution rejetée I. - L'exploitant fait effectuer au moins tous les trois ans pour les installations de combustion de puissance thermique nominale totale inférieure à 5 MW et une fois tous les deux ans pour les installations de combustion de puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 5 MW, par un organisme agréé par le ministre de l'environnement ou, s'il n'en existe pas, accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA), une mesure du débit rejeté et des teneurs en O ₂ , SO ₂ , poussières, NO _x et CO dans les gaz rejetés à l'atmosphère. Pour les chaudières utilisant un combustible solide, l'exploitant fait également effectuer une mesure des teneurs en dioxines et furanes. Les modalités d'échantillonnage sont définies de façon à garantir la représentativité des échantillons prélevés. Les modalités de prélèvements et de réalisation des analyses sont définies de façon à assurer la justesse et la traçabilité des résultats. II. - La mesure des poussières n'est pas exigée lorsque les combustibles consommés sont exclusivement des combustibles gazeux ou du fioul domestique. La mesure des oxydes de soufre n'est pas exigée si le combustible est du gaz naturel, du biométhane, fioul domestique ou de la biomasse exclusivement ligneuse faisant partie de la biomasse telle que définie au a) de la définition de biomasse. III. - Pour les appareils de combustion fonctionnant moins de 500 h par an, des mesures périodiques sont réalisées a minima toutes les 1 500 heures d'exploitation. La fréquence des mesures périodiques n'est, en tout état de cause, pas inférieure à une fois tous les cinq ans. IV. - Le premier contrôle est effectué quatre mois au plus tard après la mise en service de l'installation. A cette occasion, les teneurs en composés organiques volatils (hors méthane) et en formaldéhyde sont déterminées lorsque ces polluants sont réglementés. V. - Les mesures sont effectuées selon les dispositions fixées par l'arrêté du 11 mars 2010 portant modalités d'agrément des laboratoires ou des organismes pour certains types de prélèvements et d'analyses à l'émission des substances dans l'atmosphère. Elles sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation. Pour les turbines et moteurs, les mesures sont effectuées en régime stabilisé à pleine charge. Dans le cas des installations de combustion qui utilisent plusieurs combustibles, la surveillance des émissions est effectuée lors de la combustion du combustible ou du mélange de combustibles susceptible d'entraîner le plus haut niveau d'émissions et pendant une période représentative des conditions d'exploitation normales. VI. - Les valeurs limites d'émission sont considérées comme respectées si les résultats de chacune des séries de mesures ne dépassent pas les valeurs limites d'émission. VII. - Pour les installations de séchage, au lieu des mesures prévues au présent point et au point 6.4 de la présente annexe, des modalités différentes, reconnues spécifiquement par le ministère chargé des installations classées, peuvent être mises en place, pour justifier du respect des valeurs limites imposées au point 6.2.7 de la présente annexe. Objet du contrôle :

- présence des résultats des mesures périodiques réglementaires du débit rejeté et des teneurs en O ₂ , SO ₂ , poussières, NO _x et CO dans les gaz rejetés à l'atmosphère faites par un organisme agréé (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure).
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a pu consulter le rapport réalisé en 2021. L'exploitant a déclaré qu'une nouvelle vérification devait être réalisée le 13 octobre 2024.</p> <p>En revanche, l'inspection n'a pas été destinataire du dernier rapport.</p> <p>Le rapport réalisé en 2021 sur l'efficacité énergétique indique que des mesures avaient été réalisées, cependant celles-ci sont à réaliser tous les 3 ans.</p> <p>La non-conformité relevée lors de l'inspection du 4/02/2022 est maintenue.</p> <p>Non-conformité 3 : Contrairement à l'article 6.3 de l'arrêté ministériel du 3 août 2018, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter les mesures effectuées. L'exploitant devra transmettre ces mesures conformément aux dispositions de l'article 6.3 de l'arrêté ministériel du 3 août 2018.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Etude de bruit

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/09/2006, article 32
Thème(s) : Risques chroniques, Bruit
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans les trois mois à compter de la date de notification du présent arrêté, puis tous les 5 ans, l'exploitant fait réaliser à ses frais, par une personne ou un organisme qualifié une mesure des niveaux sonores de son établissement permettant d'apprécier le respect des valeurs réglementaires, en période de fonctionnement de l'activité des installations.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté les résultats d'une mesure de bruit réalisée les 23 et 24 juin 2021. Le rapport correspondant n'avait pas été transmis à la suite de la précédente inspection. L'inspection a rappelé que cette mesure devait être réalisée tous les 5 ans.</p> <p>La non-conformité relevée lors de l'inspection du 4/02/2022 est levée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Conditions de stockage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, sécurité incendie
Prescription contrôlée : 9. Conditions de stockage Une distance minimale nécessaire au bon fonctionnement du système d'extinction automatique d'incendie, lorsqu'il existe, est maintenue entre les stockages et la base de la toiture ou le plafond ou tout système de chauffage et d'éclairage. Les matières stockées en vrac sont par ailleurs séparées des autres matières par un espace minimum de 3 mètres sur le ou les côtés ouverts. Une distance minimale de 1 mètre est respectée par rapport aux parois et aux éléments de structure ainsi que la base de la toiture ou le plafond ou tout système de chauffage et d'éclairage
Constats : L'inspection a procédé à une visite de site par sondage. L'inspection a pu constater que les stockages n'entravaient pas l'action du système d'extinction et était à une distance supérieure à 1 mètre. L'inspection a constaté par ailleurs que les stockages vrac n'étaient plus stockés contre les parois. La non-conformité relevée lors de l'inspection du 4/02/2022 est levée.
Type de suites proposées : Sans suite